



CAPL 2 liste aptitude C en B

Rodez, le 05 novembre 2019

## **Déclaration liminaire CAPL 2 pour la liste d'aptitude C en B**

Monsieur le Président,

Voilà des années que les agents subissent les restructurations, que les métiers évoluent à vitesse grand V, qu'on leur demande toujours plus et voilà que depuis juillet 2019 on met à mal leur statut, leur mobilité, leur notation, en fait leurs droits, avec la réforme de la Fonction Publique.

On propose même aux agents des plans de départ volontaire et des plans de reconversion. La DGFIP ne devient rien de plus qu'une multinationale qui explique à ses ouvriers que si elle restructure c'est pour leur bien. On le constate lors de chaque discussion sur la géographie revisitée. On vous restructure, on vous oblige à la mobilité, mais c'est pour le bien des agents et des usagers.

La preuve avec le sondage BVA sur le nouveau réseau de proximité effectué sur 1000 appels téléphoniques dans des villes de moins de 35 000 habitants. Un sondage poubelle, comme on en a l'habitude dans notre société, où on y lit ce que le prince veut que l'on pense. Avant le grand casse et démantèlement de notre administration, on n'avait jamais vu des usagers se plaindre de l'absence de notre administration. Mais depuis qu'on nous raye des cartes c'est le contraire. C'est quand même très démagogique de venter les Maisons de Service au Public pour pallier aux politiques menées depuis des décennies par les mêmes qui nous dirigent, alors que la DGFIP ne sera pas présente dans ces structures. Le comble est de lire dans le communiqué de presse du ministre Darmanin que 66 % des interrogés « adhèrent à l'idée que, pour baisser les impôts, il faut réformer le réseau des centres des impôts ». C'est dire la qualité de ce sondage qui résume bien la méconnaissance des citoyens sur l'impôt en général et sur ce qu'est la DGFIP et à quoi elle sert. Un détournement et une mascarade bien organisés...

Alors pour terminer avec ce sondage et donner du baume au cœur aux agents qui postulent sur les listes d'aptitude réduites à néant, sachez que vous qui n'avez plus aucune reconnaissance professionnelle, que ce soit en promotion, en argent... et bien ce sondage affirme que vous ne renseignez pas toujours bien les usagers, qu'il faudrait que vous travailliez entre midi et deux ainsi que le samedi, que vous êtes un peu lent à l'accueil et que l'attente est trop longue.

Mais parfois des ténèbres provient la lumière. Sur le sondage BVA, après la qualité du renseignement et le temps d'attente à améliorer, le souhait arrivant en troisième position est « Ne pas fermer les centres, bureaux ruraux, petites villes ». Étonnamment cette réponse n'a pas du tout été mise en avant, est restée en caractères très petits. Le ministre a dû tiquer.

Depuis cet été, plusieurs suicides d'agents sur leur lieu de travail ont malheureusement eu lieu. Et c'est l'omerta la plus complète. Pas un mot sur Ulysse. Même la presse locale est aux ordres et communique que très rarement. Le directeur général a même refusé de prendre part à une minute de silence proposée lors d'une réunion. Cela en dit long. Le climat n'est pas bon. Il y a un ras-le-bol général.

Alors voilà, l'agent est un citron qu'on presse, qu'on presse, qu'on presse. Et quand il n'y a plus rien à presser, on s'en débarrasse. Il fut un temps où les citrons espéraient qu'en travaillant bien et en faisant des efforts, on reconnaîtrait leur investissement et ils obtiendraient par exemple une promotion.

Il fut un temps, il y a quelques années, où 12 agents pouvaient être promus de C en B en Aveyron. Aujourd'hui, M le Président, il y a 2 potentialités pour l'Aveyron. On s'en doutait depuis les précédentes CAPL, mais c'est acté. C'est la fin de la liste d'aptitude. Il n'y a plus de reconnaissance au travail. C'est terminé et c'est profondément intolérable et inacceptable. Les agents ne sont pas de citrons ou des kleenex, ils ont droit au respect qu'ils méritent et à une juste et digne reconnaissance de leurs efforts et de leur travail.

C'est pourquoi CGT-FO Finances Publiques Aveyron votera contre cette proposition. Non pas contre les agents pour lesquels nous défendrons les dossiers, mais contre cette parodie et mascarade de promotion.